

# POLICY BRIEF

SENRTT

Janvier 2024

Dr Khadim Bamba DIAGNE<sup>1</sup>  
SENRTT



## MIGRATION ET EMPLOI DES JEUNES : QUELLES ALTERNATIVES ?

### INTRODUCTION

Si le chômage des jeunes est un phénomène bien connu en Afrique subsaharienne, le sous-emploi et l'emploi précaire sont les véritables problèmes de la jeunesse Sénégalaise. Le marché de l'emploi des jeunes est dominé par les non qualifiés qui en constituent la part la plus importante (Mbaye et Diagne, 2020). Cette catégorie se trouve principalement dans les activités agricoles, donc des potentiels candidats à l'émigration. Pour la majorité des jeunes, l'accès à un emploi durable est le résultat incertain d'un long parcours. Cette configuration du marché du travail fait parfois de l'emploi des jeunes le lit de drames sociaux (émigration clandestine, émeutes, etc.).

Le Sénégal est le pays de la Teranga qui a une tradition d'émigrer et d'immigrer. Depuis 1975, la migration nette est négative et en 2022, elle est de -10.092 (WDI, 2023) . Cette immigration reste dominée par les pays limitrophes et notamment la Guinée (43%) (OIM, 2021).

Selon l'OCDE, environ 700.000 émigrés sénégalais résidaient dans l'ensemble des pays du monde en 2020. Parmi eux, 33 % vivaient en Afrique de l'Ouest, soit environ 230.000 émigrés, dont plus de la moitié résidaient en Gambie. Avec environ 400.000 émigrés sénégalais résidant dans les pays de l'OCDE en 2020, Le Sénégal est le pays de l'UEMOA avec le plus grand nombre d'émigrés dans

<sup>1</sup> Dr Cheikh Ahmed Bamba Diagne, Maître de Conférences à l'UCAD, Directeur Scientifique du Laboratoire d'Analyse et de Recherche Économiques et Monétaires (LAREM)



les pays de l'OCDE, devant la Côte d'Ivoire et le Mali. La France est de loin le premier pays de destination des émigrés sénégalais : environ 160.000 émigrés sénégalais y résident (2020). Viennent ensuite l'Italie (environ 110.000 personnes), l'Espagne (environ 57.000 personnes) et les États-Unis (plus de 32.000 personnes).



Les transferts de fonds des émigrés se sont élevés à 2.7 milliards USD en 2021 (OCDE, 2023). Le ratio entre les transferts de fonds et le PIB est à 10.5 %, une augmentation reflétant à la fois la croissance du poids des transferts dans l'économie sénégalaise et la formalisation progressive des transferts. Le montant des transferts de fonds des migrants est équivalent à la somme de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers ; les transferts des migrants représentent donc une ressource financière très importante pour l'économie sénégalaise. Près de 30 % des ménages sénégalais reçoivent des transferts depuis l'étranger, dont

plus de 20 % depuis un pays européen (OCDE, ANSD 2022). Donc, il devient rationnel pour des jeunes surtout aux emplois précaires de tenter l'émigration.

L'impact des crises économiques (*Covid-19, guerre Russo-Ukrainienne*), politiques (*de mars 2021 à juillet 2023*), environnementales (*exploitations des ressources minières à Kédougou et Mboro, et celle des ressources pétrolières qui a causé la rareté des poissons à Saint Louis, Kayar...*) et l'évolution de la démographie, avec le vieillissement des populations dans les pays occidentaux (moyenne d'âge 42 ans) et la poussée des jeunes dans notre pays (moyenne d'âge 19 ans) contribuent à l'augmentation de la migration des jeunes surtout celle irrégulière. Le phénomène de l'émigration irrégulière prend de l'importance, même s'il est pratiquement impossible de fournir des chiffres exacts sur son ampleur. Les données sur le phénomène sont à la fois parcellaires et fournies de manière irrégulière. Cette forme de migration constitue une préoccupation majeure, d'abord à cause des drames qu'elle occasionne le long des périple et routes migratoires dangereux, mais aussi et également sous l'angle de la problématique de l'insertion des jeunes sur le marché du travail national.

Traverser les frontières pour travailler est l'une des principales motivations de la migration, qu'elle soit motivée par les inégalités économiques, la recherche d'emploi, ou les deux. En 2021, il y avait 169 millions de travailleurs migrants internationaux dans le monde et ils constituaient 4,9 % de la population active mondiale dans les pays de destination (OIT, 2022). Les intentions d'émigration au sein de la population sont relativement élevées : 36 % des Sénégalais indiquent souhaiter quitter leur pays et vivre de façon permanente à l'étranger, tandis que cela concerne 28 % de l'ensemble des personnes résidant dans les pays de l'UEMOA. Parmi ces Sénégalais souhaitant émigrer, la majorité indique souhaiter s'installer aux États-Unis ou en France. Il existe toutefois un décalage entre l'intention d'émigrer et la concrétisation du départ : seulement un quart des personnes souhaitant émigrer envisageaient de le faire dans un délai d'un an. Les intentions d'émigrer sont particulièrement élevées parmi les jeunes (52 %) et les chômeurs (50 %) (OCDE, Cotonou- 2023).

Selon l'OIM les estimations de la population jeune (15 à 24 ans) en Afrique va passer de 250 à 461 millions de jeunes, avec une croissance démographique supérieure à celles de l'Inde et de la Chine d'ici à 2050. L'État du Sénégal, La société civile et la communauté internationale s'intéressent de plus en plus à la relation entre l'emploi des jeunes et la migration surtout irrégulière. Au Sénégal,

plus de 75 % de la population a moins de 35 ans (ANSD,2023) et depuis la mise en place du Plan Sénégal Émergent le taux de chômage augmente.

Aujourd'hui, la jeunesse devient de plus en plus importante et exigeante, mais les politiques publiques n'arrivent pas à apporter une réponse adéquate. Cependant, le principal défi auquel les jeunes sont confrontés, c'est de trouver le meilleur emploi à temps.

## 1. Problématique de la migration au Sénégal

Depuis quelques décennies, une profusion de documents a été produite sur la question de la migration par des chercheurs universitaires, des acteurs gouvernementaux, des organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux. Cependant, la variété et le nombre croissant de ces travaux de recherches et des analyses sur la migration n'offrent pas encore toutes les réponses aux nombreux problèmes que pose le phénomène migratoire dans les pays de destination comme ceux d'accueil. En toile de fond, apparaît la problématique de l'emploi qui motive la décision de départ vers l'ailleurs.

### - L'absence d'une politique migratoire formelle

D'emblée, il faut signaler que l'État du Sénégal ne dispose pas encore de politique migratoire formelle, malgré les nombreuses initiatives et les possibilités techniques dont il dispose. En effet, il existe un dispositif institutionnel comme la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur (DGSE), les Bureaux d'Orientation et d'Appui aux Sénégalais de l'extérieur (BAOS), le Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE), le Haut Conseil des Sénégalais de l'Extérieur (HCSE) au sein du Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur (MAESE).

### - Stratégies des acteurs bilatéraux et multilatéraux contre les flux migratoires

En 2015, l'UE et ses États membres ont mis en place le « *fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)* ». Selon une étude d'Oxfam (2017), l'approche des bailleurs de fonds européens vis-à-vis de la gestion des migrations est bien plus axée sur des objectifs de confinement et de contrôle.

### - Le profil du migrant et réseaux d'insertion du local au global

Graphique : Facteurs déclencheurs de la migration



Source : Sène et al. (2019 : 30).

L'examen des désirs d'émigration ou plus exactement des facteurs à l'origine des départs laisse entrevoir des facteurs objectifs d'une part et des facteurs subjectifs d'autre part. Pauvreté, chômage, emplois précaires, désir de réalisation sont les causes principales de la migration.

## 2. Difficultés de l'emploi des jeunes

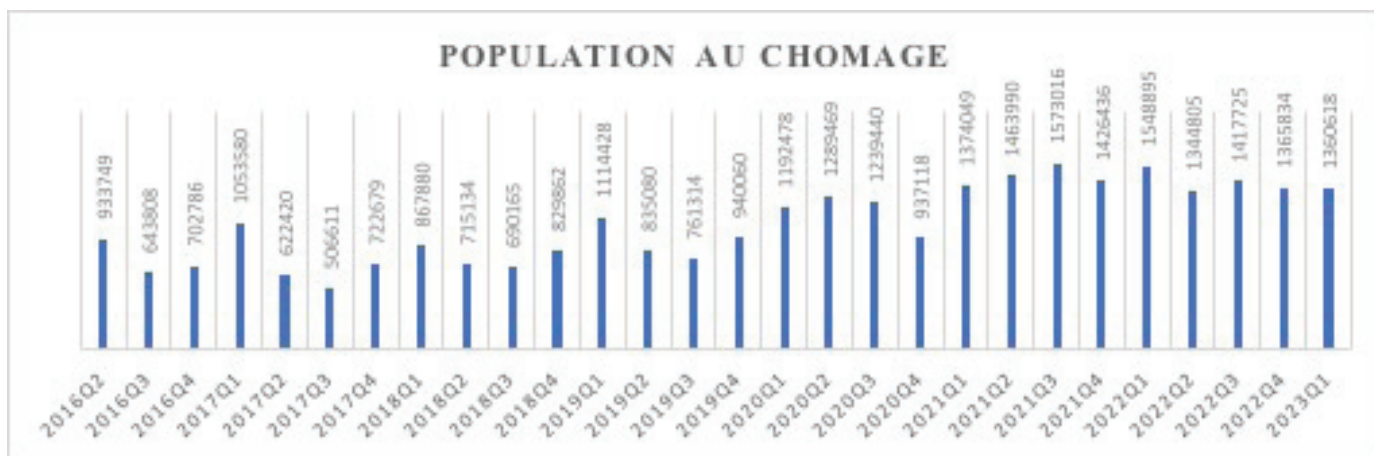
Les chiffres qui caractérisent cette situation sont éloquentes. D'ici 2030, environ 100 millions de jeunes entreront sur le marché du travail en Afrique. Cela représente chaque année plus de 15 millions de jeunes demandeurs d'emploi (source : UNESCO, 2022). En juillet 2022, le ministre de l'économie et du plan Amadou Hott disaient que 300.000 jeunes sénégalais arrivent sur le marché de l'emploi toutes les années. Face à cette situation critique, il est judicieux de chercher à comprendre la faiblesse de création d'emplois, les causes de la difficile insertion professionnelle des jeunes et les conséquences et actions à adopter pour pallier ce malaise.

Les obstacles à la création d'emplois décents ressortent pour l'essentiel des difficultés de **développement du secteur privé formel**, contraint par **un environnement des affaires** difficile, voire hostile et une politique économique non-créatrice d'emploi.

Cela prouve les limites de toutes ces politiques d'emploi qui ont accompagnées le PSE dans le PAP-1 et le PAP-2.

Vu les résultats de l'enquête de l'ANSD sur les entreprises, on voit nettement que l'essentiel de l'emploi est le fait d'un micro-entrepreneuriat informel.

### Graphique 2 : La population au chômage



**Source :** auteur, à partir des données trimestrielles de l'ANSD 2023

Du deuxième trimestre 2016 au premier trimestre 2023, le nombre de chômeur est passé de 933.749 à 1.360.618, soit une hausse de 426.869 chômeurs.

L'analyse de l'emploi révèle un certain nombre de paradoxes concernant l'environnement des affaires, la qualité des investissements publics et la jeunesse de la population.

La situation est toujours préoccupante, l'évolution de la population jeune est caractérisée par une forte croissance démographique qui pourrait constituer un atout pour le dynamisme de l'économie, mais aussi une menace pour les pouvoirs publics. En effet, fort d'une croissance démographique de 2,5% par an, le Sénégal connaît un doublement de sa population chaque quart de siècle, avec une proportion de jeunes de plus en plus importante. Cette catégorie de la population, âgée de moins de 35 ans, représentait, en 2023, 13.889.565, soit 76% de la population. Les jeunes s'insèrent plus difficilement sur le marché du travail.





### 3. Situation de l'emploi des jeunes

Si le chômage des jeunes est un phénomène bien connu en Afrique subsaharienne, le sous-emploi et l'emploi précaire sont les véritables problèmes de la jeunesse Sénégalaise. Le marché de l'emploi des jeunes est dominé par les non qualifiés qui en constituent la part la plus importante. Après les événements tragiques de mars 2021, l'État du Sénégal lance son programme Xëyu Ndaw Ñi avec un budget de 450 milliards FCFA. 2 ans après, 66.243 emplois sont créés selon le gouvernement. Au même moment (2021-2023), presque 600.000 jeunes viennent d'arriver sur le marché de l'emploi. En 2023, la population active est de 7.195.202 dont 1.419.314 chômeurs. Sur les 5.775.888 travailleurs, les 167.218 sont des fonctionnaires dans le public, les 340.656 sont dans le secteur privé et les 5.268.014 sont dans le secteur informel. Ce dernier secteur regorge d'emplois précaires.

Le 27 juillet 2023, 03 jours après la mort de 17 jeunes dans le chavirement de leur pirogue au large de Dakar, le Premier ministre Amadou Ba présente la validation de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Migration Irrégulière (SNLMI). Cette stratégie vise à aborder les causes profondes de la migration irrégulière en mettant l'accent sur quatre piliers essentiels :

- la promotion de l'éducation et de la formation,
- la création d'emplois et d'opportunités économiques,
- la protection des droits humains et la lutte contre l'exploitation,
- la sensibilisation et la coopération internationale.

En revanche, on constate une réforme classique qui risque d'avoir les mêmes résultats que tous les plans pour lutter contre le chômage des jeunes.

Globalement, l'État a mis en place un dispositif institutionnel pour accompagner, informer et financer les projets de la jeunesse. Il s'agit de l'ADEPME, l'ANPEJ, l'ANIDA, la DER, le 3FPT, le PEJA, le PRODAC, le PRODES, le PAPEJF, le PADEFJ, le PIDES, le PADESS... En dépit de ces nombreuses stratégies de promotion de l'emploi des jeunes, la situation sur le marché du travail ne s'est



guère améliorée. La création d'emplois est restée limitée et la majorité des emplois créés sont le plus souvent précaires. Ainsi, compte tenu des masses budgétaires engagées, du nombre de jeunes concernés et de la persistance des taux de chômage relativement élevés, la question de l'efficacité du dispositif d'accompagnement demeure une réelle préoccupation.

#### 4. Les enseignements du nexus sur migration-emploi des jeunes

Les recherches ont abondamment traité du nexus migration et développement mais un peu moins le nexus migration-emploi. Or, l'emploi est un déterminant du développement. En sus, le taux d'emploi pour les jeunes en Afrique est un révélateur du développement du continent et des régions. Malheureusement, il existe très peu de travaux sur la question. Néanmoins, un rapport du *Think Tank* IPAR en 2015, sous la conduite de Ibrahima Hathie, a analysé le lien entre la migration et l'emploi des jeunes.

Malgré que l'étude soit orientée vers les ménages ruraux, on peut clairement voir que le sous-emploi des jeunes est manifeste et constitue le principal déterminant de la migration. Ailleurs, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD, 2000-2015), quinze programmes conjoints au sein de la fenêtre thématique sur *la jeunesse, l'emploi et la migration* du Fonds PNUD ont été lancés en août 2007. Les leçons apprises se déclinent comme la promotion des politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse, des politiques de démonstration et des projets pilotes (MDG-F Thematic Studies, 2013).

#### 5. Recommandations

##### **Le prochain gouvernement doit :**

- Dynamiser l'activité économique pour créer une croissance durable et inclusive pour lutter contre la vulnérabilité et la rareté de l'emploi des jeunes
- Stimuler l'investissement public et privé à haute intensité de main d'œuvre et une croissance économique pro-pauvre et pro-emploi
- Territorialiser les politiques pour créer plus d'activités économiques dans les autres régions du pays. Dakar centralise 70% de l'économie Sénégalaise sur 0,3% de la superficie. Vu l'instabilité de la sous-région, les politiques endogènes peuvent fixer les jeunes dans leur localité.
- Les opportunités d'emploi existent dans notre région, mais il faut résoudre le problème de l'employabilité, vu le taux de déperdition scolaire et les sortants des daaras
- Pour l'employabilité des jeunes, L'État doit développer des formations professionnelles (comme les ISEP au moins le BAC), au niveau BFEM pour capaciter le maximum de jeunes afin d'améliorer la qualité de la main d'œuvre
- Revoir les contrats de pêche avec l'Union Européenne et les asiatiques. Développer la pisciculture pour anticiper les conséquences de l'exploitation du pétrole offshore Saint Louis et Kayar.
- Réfléchir sur la chaîne de valeur de l'exploitation du pétrole et du gaz en plus de la baisse du prix de l'énergie pour attirer des IDE
- Mettre en place une politique de migration formelle, avec une harmonisation du dispositif institutionnel avec les partenaires bilatéraux, multilatéraux et la diaspora,
- Harmoniser en une seule agence toutes les structures qui travaillent sur l'emploi et le financement des jeunes.
- Assainir l'environnement des affaires (taux d'intérêt, fiscalité, connectivité...) pour faciliter l'entreprenariat des jeunes qui est la 1ère source de création d'emploi